L.16 /1

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL d'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par lettre du Ministre de la Justice en date du 29 septembre 1948, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent coordonnant les lois des 31 juillet 1947, 31 mars 1948, 28 juin 1948 et 24 août 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, a donné, en sa séance du 25 octobre 1948, l'avis suivant:

1.- Le projet d'arrêté comporte un article unique où le texte des lois coordonnées est inséré; une autre méthode consiste à présenter la coordination en annexe à l'arrêté.

Tenant compte qu'une coordination comporte une mesure d'exécution, qui est la publication dans le Moniteur, le Conseil d'Etat est d'avis d'établir l'arrêté en deux articles avec le texte coordonné en annexe.

2.- Afin de faciliter l'identification des arrêtés quand ils sont cités dans des textes ultérieurs, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il est préférable, dans l'intitulé, d'indiquer leur objet et leur but, de la façon la plus précise possible.

3.- La coordination par le pouvoir exécutif a pour but d'exprimer dans les dispositions reproduites la volonté du législateur telle qu'elle résulte de la confrontation des textes successifs.

Ce résultat sera obtenu à l'article 2, B, dernier alinéa, en indiquant entre parenthèses et en italique la référence à l'article et à l'alinéa où la disposition visée figure dans les textes coordonnés.

Le même système est préconisé à l'article 43, dernier paragraphe, à l'article 44, alinéa 1, à l'article 45, troisième paragraphe, à l'article 46, premier paragraphe où, après les mots :" la présente loi ", il conviendrait d'indiquer entre parenthèses et en italique la date des lois.

4.- A l'article 2 B, premier paragraphe, le Conseil d'Etat propose la suppression de la note 2 parce que le texte de ce paragraphe renvoie effec-

tivement aux dispositions des lois citées et non aux textes qui figurent dans la présente coordination.

5.- L'article 5 de la loi du 14 août 1948 dispense de coordonner " les dispositions temporaires et transitoires qui ne sont plus d'application ".

Cet article est interprété en ce sens que les dispositions, qui ne sont plus d'application pratique. dans l'avenir, peuvent être omises bien qu'elles soient encore en vigueur: une interprétation plus restrictive ne lui laisserait aucun sens puisque les textes abrogés, même tacitement, doivent nécessairement disparaître de la coordination, de même que les textes devenus sans objet..

L'omission pure et simple de certains textes, toujours en vigueur, enlève cependant à la coordination une partie de son utilité s'il est encore nécessaire parfois de recourir aux lois originaires. Ce pourrait même être l'occasion d'erreurs.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat propose de publier en note : le chapitre V, articles 22, 23 et 24 et les articles 41 et 42.

Enfin, dans une note in fine de la coordination les autres articles omis seraient publiés à l'exception de l'article 12 de la loi du 31 mars 1948 prévoyant une coordination déjà exécutée, et l'article 5 de la loi du 24 août 1948 reproduit dans le préambule du présent projet d'arrêté. Figureraient donc dans cette note l'article 44 de la loi du 31 juillet 1947, l'article 11 de la loi

du 31 mars 1948, les articles 3 et 4 de la loi du 28 juin 1948, l'article 6 de la loi du 24 août 1948.

6.- Les autres modifications proposées rectifient des erreurs matérielles de reproduction.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose les modifications suivantes dans le projet d'arrêté et dans les textes coordonnés qui y seront annexés :

L.16

INTITULE:

(date) Arrêté du Régent coordonnant les lois portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

PREAMBULE:

(premier alinéa)

Vu l'article 5 de la loi du 24 août 1948, modifiant les lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948, ainsi conçu :

(deuxième alinéa)

inchangé

(troisième alinéa)

Vu l'avis du Conseil d'Etat, section de législation,

(quatrième alinéa, texte français)

Sur la proposition du Ministre de la Justice.

L'article unique est supprimé et remplacé par les textes suivants:

Article 1er.-

Les dispositions de la loi du 24 août 1948 sont coordonnées, selon le texte ci-annexé, avec celles des lois des 31 juillet 1947, 31 mars 1948 et 28 juin 1948, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

Article 2.-

Le Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à... le...

Par le Régent,

Le Ministre de la Justice,

Suit immédiatement:

LOIS COORDONNEES PORTANT DES DISPOSITIONS EXCEPTIONNELLES EN MATIERE DE BAUX A LOYER.

Le texte du projet de coordination appelle les observations suivantes:

Article 1er: A la note (1) du texte français, lire: " Article 1er " au lieu de " Article 1".
In fine du texte néerlandais de l'article 1er supprimer "ook " devant " behoren" .

Article 2, A, § 1, texte néerlandais, premier mot, remplacer " Allen " par " Vallen " .

A. § 1, 2°, lire, dans le texte français: " Moniteur " au lieu de " Moniteur belge " et, dans le texte néerlandais, lire : " Staatsblad " au lieu de "Belgisch Staatsblad".(cf. texte loi du 31 juillet 1947).
A, § 1, 4° in fine du texte français, remplacer ";"par ".".
PAGE 5 DU PROJET.

Article 2, B, alinéa 1 du texte français : supprimer " (2)" et remplacer par ":". Dans le texte flamand, supprimer " (2) ". La note en bas de page (2) est à supprimer.
Le dernier alinéa de l'article 2 B doit être rédigé comme suit:
" Le § 5 de l'article 2 des lois coordonnées des 31 "juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions "exceptionnelles en matière de baux à loyer (article " 2, A, de la présente coordination) est applicable " aux preneurs actuels des immeubles ou parties d'im- "meubles, visés au I du présent article (article 2, B, "de la présente coordination) ".

Les notes en bas de page (3) et (4) sont à supprimer.

A l'article 3, in fine, remplacer " (5) " par "(2)".

Article 4.- Remplacer "(6)" par "(3)". Les notes en bas de page (5) et (6) deviennent (2) et (3).

Article 4, § 1er, 1ère ligne, du texte français : lire " subordonné " au masculin au lieu de " subordonnée ".

§ 2, alinéa 2, 4ème ligne du texte français: lire " alinéas " au lieu de " alinéa ". Même remarque à la 8e ligne,(p. 4 du projet).

PAGE 4 DU PROJET.

Article 4, § 2, a), alinéa 2 du texte français: lire " titre 1er " au lieu de " titre I ".

PAGE 6 DU PROJET.

Article 11, alinéa 5 du texte français: supprimer la virgule entre "1er " et " du Code pénal ".
Article 14, 5e ligne du texte néerlandais, supprimer " hij".

PAGE 7 DU PROJET.

Rédiger comme suit la note (1) du bas de la page:

(1) Loi du 31 juillet 1947.

Chapitre V.- de la réintégration de certains locataires.

Reproduire intégralement les articles 22, 23 et 24 de la loi du 31 juillet 1947.

Article 25, dernier alinéa du texte néerlandais, remplacer le premier mot " De " par " Die ".

PAGE 8 DU PROJET.

Article 26: Les deux premiers alinéas ne doivent en constituer qu'un seul, tant dans le texte français que dans le texte néerlandais.

PAGE 9 DU PROJET.

Article 33, alinéa 2, 3ème ligne du texte français: lire " signé " au lieu de "signée ".
Article 34, alinéa 5, 3ème ligne du texte néerlandais, supprimer " het ".

PAGE 10 DU PROJET.

Rédiger comme suit la note (1) du bas de la page.

(1) Loi du 31 juillet 1947.

Reproduire intégralement les articles 41 et 42 de la loi du 31 juillet 1947.

Article 43, 5ème ligne du texte français: lire " retiré " au lieu de " retirée ".
La note (2) du bas de la page doit être rédigée comme suit: " (2) Article 43 de la loi du 31 juillet 1947, modifié par l'article 1er de la loi du 28 juin 1948 ".
Alinéa 3, 1ère ligne du texte français: lire " tout " au lieu de "tour";

5ème ligne : ajouter dans le texte français, après"présente loi":(loi du 28 juin 1948)", et dans le texte néerlandais, après " deze wet ": (wet van 28 Juni 1948).

Article 4^, texte néerlandais, supprimer les guillemets au début et à la fin des deux derniers alinéas.

Article 44, alinéa 1er: ajouter dans le texte français après " présente loi ": "(loi du 31 mars 1948)" et, dans le texte néerlandais,après " deze wet ": "(wet van 31 Maart 1948)".Supprimer " (5) ".
Supprimer la note en bas de page (5).

Article 45: Remplacer (6) par (5) . La note du bas de page (6) devient la note (5).

Alinéa 3,ligne 4 : remplacer le renvoi (7) par " (loi du 24 août 1948) " et supprimer "(7)". Ainsi que la note (7) en bas de page.

PAGE 11 DU PROJET.

Article 46, alinéa 1er in fine : ajouter : "(loi du 24 août 1948)".
Ajouter un renvoi (2) in fine de l'article, après " décision définitive ". La note à laquelle ce renvoi se réfère sera rédigée comme suit:
" (2) Les dispositions suivantes ne figurent pas dans les textes coordonnés:

Loi du 31 juillet 1947:
Reproduire intégralement l'article 44 de cette loi.

Loi du 31 mars 1948:
Reproduire intégralement l'article 11 de cette loi.

Loi du 28 juin 1943 :
Reproduire intégralement les articles 3 et 4 de cette loi.

Loi du 24 août 1948:
Reproduire intégralement l'article 6 de cette loi.

Immédiatement après l'article 46, ajouter le texte suivant:
" Vu pour être annexé à l'arrêté du Régent du ...,

(suit la signature du Régent)

Par le Régent,
Le Ministre de la Justice, "

Supprimer dans le projet: "Donné à Bruxelles, le " et les mots qui suivent.

L.16

Version néerlandaise de l'avis, établie conformément à l'article 44 de la loi du 23 décembre 1946.

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, Afdeling Wetgeving, eerste Kamer, de 29e September 1948 door brief van de Minister van Justitie geraadpleegd over een ontwerp van besluit van de Regent tot samenordening van de wetten van 31 Juli 1947, 31 Maart, 28 Juni 1948 en 24 Augustus 1948 houdende uitzonderingsbepalingen in zake huishuur, heeft ter zitting van 25 October 1948 volgend advies uitgebracht:

1.- Het ontwerp van besluit behelst een enig artikel waarin de tekst van de samengeordende wetten ingelast is; een andere methode bestaat erin de samenordening in bijlage tot het besluit voor te stellen.

Er rekening mee houdend dat een samenordening een uitvoeringsmaatregel behelst, namelijk de bekendmaking in het Staatsblad, is de Raad van State de mening toegedaan het besluit in twee artikelen op te stellen met de samengeordende tekst in bijlage.

2.- Om de vereenzelvigingvan de besluiten, wanneer zij in latere teksten worden aangehaald te vergemakkelijken, oordeelt de Raad van State het verkieslijk dat hun voorwerp en hun doel op de meest nauwkeurige wijze in het opschrift vermeld worden.

3.- De samenordening door de uitvoerende macht heeft tot doel in de overgenomen bepalingen de wil van de wetgever uit te drukken, zoals hij blijkt uit de vergelijking der achtereenvolgende teksten.

In artikel 2, B, laatste lid, wordt deze uitslag bekome door cursiveren, tussen haakjes, van de verwijzing naar het artikel en naar het lid uit de samengeordende tekste waarin de bedoelde bepaling voorkomt.

Hetzelfde systeem wordt voorgesteld in artikel 43, laatste paragraaf, in artikel 44, lid 1, in artikel 45, derde paragraaf, in artikel 46, eerste paragraaf waar het zou passen, na de woorden: " deze wet ",de datum van de wetten tussen haakjes in cursiefletters te vermelden.

4.- In artikel 2 B, eerste paragraaf, stelt de Raad van State het weglaten van noot 2 voor, vermits de tekst van deze paragraaf werkelijk verwijst naar de bepalingen van de aangehaalde wetten en niet naar de teksten die in deze samenordening voorkomen.

.../...

5.- Bij artikel 5 van de wet van 14 Augustus 1948 worden " de tijdelijke en overgangsbepalingen die niet meer van toepassing zijn" van samenordening ontslagen.

Dit artikel wordt in deze zin geïnterpreteerd dat de bepalingen, die in de toekomst niet meer van practische toepassing zijn, kunnen wegvallen niettegenstaande zij nog van kracht zijn: een meer beperkende interpretatie zou het artikel alle verdere betekenis ontnemen vermits de zelfs stilzwijgend ingetrokken teksten noodzakelijk uit de samenordening moeten verdwijnen, evenals de teksten die zonder voorwerp zijn geworden.

Het eenvoudig weglaten van sommige teksten die steeds in voege zijn ontneemt evenwel aan de samenordening een gedeelte van haar nut, indien het soms nog nodig wordt zijn toevlucht te nemen tot de oorspronkelijke wetten. Dit zou zelfs een aanleiding tot vergissingen kunnen worden.

Daarom stelt de Raad van State voor hoofdstuk V, artikelen 22, 23 en 24 en artikelen 41 en 42 in noot te publiceren.

Tenslotte zouden in een noot in fine van de samenordening de overige weggelaten artikelen worden gepubliceerd, met uitzondering van artikel 12 van de wet van 31 Maart 1948 waarbij een reeds doorgevoerde samenordening wordt voorzien en van artikel 5 van de wet van 24 Augustus 1948 dat in de inleiding van dit ontwerp van besluit wordt overgenomen. Zouden dus in deze noot voorkomen: artikel 44 van de wet van 31 Juli 1947, artikel 11 van de wet van 31 Maart 1948, de artikelen 3 en 4 van de wet van 28 Juni 1948, artikel 6 van de wet van 24 Augustus 1948.

6.- Door de overige voorgestelde wijzigingen worden sommige materiële vergissingen hersteld.

De Raad van State stelt bijgevolg voor de volgende wijzigingen in het ontwerp van besluit en in de daaraan toe te voegen samengeordende teksten aan te brengen:

OPSCHRIFT:
(datum) Besluit van de Regent tot samenordening van de wetten houdende uitzonderingsbepalingen in zake huishuur.

INLEIDING:
(lid 1)

Gelet op artikel 5 van de wet van 24 Augustus 1948 tot wijziging van de samengeordende wetten van 31 Juli 1947 en 31 Maart 1948, dat luidt als volgt:

(lid 2)
ongewijzigd

(lid 3)
Gezien het advies van de Raad van State, Afdeling Wetgeving,
(lid 4, Franse tekst)
Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Het enig artikel valt weg en wordt door de volgende teksten vervangen:

Artikel 1.-

De bepalingen van de wet van 24 Augustus 1948 worden, volgens de tekst in bijlage, samengeordend met die van de wetten van 31 Juli 1947, 31 Maart 1948 en 28 Juni 1948, houdende uitzonderingsbepalingen in zake huishuur.

Artikel 2.-

De Minister van Justitie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ... de...

Vanwege de Regent,

De Minister van Justitie,

Volgt onmiddellijk:

SAMENGEORDENDE WETTEN HOUDENDE UITZONDERINGS-BEPALINGEN IN ZAKE HUISHUUR.

Bij de tekst van het ontwerp van samenordening vallen de volgende opmerkingen te maken:

Artikel 1: In noot (1) van de Franse tekst leze men "Article ler" in plaats van "Article 1".
In fine van de Nederlandse tekst van artikel 1 valt "ook" vóór "behoren" weg.

Artikel 2,A, § 1, Nederlandse tekst, eerste woord, wordt "Allen" vervangen door "Vallen".

A, § 1, 2°, leze men in de Franse tekst: "Moniteur" in plaats van "Moniteur belge", en in de Nederlandse tekst: "Staatsblad" in plaats van "Belgisch Staatsblad". (cf.tekst wet van 31 Juli 1947).

A, § 1, 4° in fine van de Franse tekst, ";" vervangen door ".".

BLADZIJDE 3 VAN HET ONTWERP.

Artikel 2,B, lid 1 van de Franse tekst: "(2)" valt weg en wordt vervangen door ":". In de Nederlandse tekst valt "(2)" weg. Noot (2) onderaan de bladzijde valt weg.
Het laatste lid van artikel 2 B moet als volgt worden opgesteld:
" § 5 van artikel 2 der samengeordende wetten van 31 Juli
" 1947 en 31 Maart 1948, houdende uitzonderingsbepalingen
" in zake huuroveraenkomsten (artikel 2,A, van de onder-
" havige samenordening) is toepasselijk op de huidige huur-
" ders van de bij I van dit artikel bedoelde onroerende
" goederen of gedeelten van onroerende goederen (artikel 2,B
", van de onderhavige samenordening)".

De noten (3) en (4) onderaan de bladzijde vallen weg.

Artikel 3, in fine:" (5)" wordt vervangen door "(2)".

Artikel 4: "(6)" wordt vervangen door "(3)". De noten (5) en (6) onderaan de bladzijde worden (2) en (3).

Artikel 4, § 1,1e regel van de Franse tekst: men leze "subordonnmé" (mannelijk) in plaats van "subordonnéc".

§ 2, lid 2, 4e regel van de Franse tekst: men leze "alinéas" in plaats van " alinéa". Zelfde opmerking in de 8e regel (blz. 4 van het ontwerp).

BLADZIJDE 4 VAN HET ONTWERP.

Artikel 4, § 2, a), lid 2 van de Franse tekst: men leze "titre ler" in plaats van "titre I".

BLADZIJDE 6 VAN HET ONTWERP.

Artikel 11, lid 5 van de Franse tekst: de komma tussen "Ier" en "du Code pénal" valt weg.

Artikel 14, 5e regel van de Nederlandse tekst: "hij" valt weg.

BLADZIJDE 7 VAN HET ONTWERP.

Noot (1) onderaan de bladzijde stelle men als volgt op:

(1) Wet van 31 Juli 1947.

Hoofdstuk V.- Herstel van sommige huurders.

De artikelen 22, 23 en 24 van de wet van 31 Juli 1947 moeten integraal worden overgenomen.

Artikel 25, laatste lid van de Nederlandse tekst: het eerste woord "De" vervangen door "Die".

BLADZIJDE 8 VAN HET ONTWERP.

Artikel 26: De eerste twee leden moeten er slechts één vormen, zowel in de Franse als in de Nederlandse tekst.

BLADZIJDE 9 VAN HET ONTWERP.

Artikel 33, lid 2, 3e regel van de Franse tekst: men leze "signé" in plaats van "signée".

Artikel 34, lid 5, 3e regel van de Nederlandse tekst:"het" valt weg.

BLADZIJDE 10 VAN HET ONTWERP.

Noot (1) onderaan de bladzijde worde als volgt opgesteld:

(1) Wet van 31 Juli 1947.

De artikelen 41 en 42 van de wet van 31 Juli 1947 moeten integraal worden overgenomen.

Artikel 43,5e regel van de Franse tekst: men leze "retiré" in plaats van "retirée".
Noot (2) onderaan de bladzijde moet als volgt worden opgesteld: "(2) Artikel 43 van de wet van 31 Juli 1947, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 28 Juni 1948".
Lid 3, 1e regel van de Franse tekst: men leze "tout" in plaats van "tour".

5e regel: in de Franse tekst wordt na "présente loi" ingelast: "(loi du 28 juin 1948)", en in de Nederlandse tekst na"deze wet": "(wet van 28 Juni 1948).

Artikel 43, Nederlandse tekst: aanhalingstekens aan begin en einde van de laatste twee leden vallen weg.

Artikel 44, lid 1: in de Franse tekst wordt na "présente loi ingelast":(loi du 31 mars 1948)", en in de Nederlandse tekst na "deze wet":"(wet van 31 Maart 1948)". "(5)" valt weg. Noot (5) onderaan de bladzijde valt weg.

Artikel 45: (6) wordt vervangen door (5). Noot (6) onderaan de bladzijde wordt noot (5).

Lid 3, regel 4: de verwijzing (7) valt weg en wordt vervangen door "(wet van 24 Augustus 1948)". Noot (7) onderaan de bladzijde valt weg.

BLADZIJDE 11 VAN HET ONTWERP.

Artikel 46, lid 1 in fine: inlassen: "(wet van 24 Augustus 1948)".
In fine van het artikel, na "eindbeslissing"wordt een verwijzing (2) ingelast. De noot waarop deze verwijzing betrekkingheeft worde als volgt opgesteld:
"(2) Volgende bepalingen komen in de samengeordende wetten niet voor:

Wet van 31 Juli 1947:

Artikel 44 van die wet wordt integraal overgenomen.

Wet van 31 Maart 1948:

Artikel 11 van die wet wordt integraal overgenomen.

Wet van 28 Juni 1948:

De artikelen 3 en 4 van die wet worden integraal overgenomen.

Wet van 24 Augustus 1948:

Artikel 6 van die wet wordt integraal overgenomen.

Onmiddellijk na artikel 46 wordt de volgende tekst ingelast:
" Gezien om gevoegd te worden in bijlage tot het besluit van de Regent van ...,

(volgt de handtekening van de Regent)

Vanwege de Regent,
De Minister van Justitie,"

In het ontwerp vallen de formule "gegeven te Brussel, de" en de daarop volgende woorden weg.